

# MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

**(CCATP N° SDIT-DIRNB-14 du 19 décembre 2025)**

### *Acheteur*

État, Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation

### *Représentant de l'acheteur (RA)*

Monsieur le préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde par décret  
du 11 janvier 2023

### *Objet du marché*

Étude sur les délaissés de la RN21 entre Agen et Villeneuve-sur-Lot

Le présent CCATP comporte 0 annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	6
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	6
1-7. Dispositions générales.....	7
1-8. Ordres de service.....	10
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES...11</b>	<b>11</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	11
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	11
3-3. Variation dans les prix.....	12
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	14
<b>ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....14</b>	<b>14</b>
4-1. Délai d'exécution.....	14
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	14
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	14
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	15
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....15</b>	<b>15</b>
5-1. Retenue de garantie.....	15
5-2. Avances.....	15
<b>ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....16</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....16</b>	<b>16</b>

<b>7-1. Conditions d'exécution.....</b>	<b>16</b>
<b>7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>17</b>
<b>8-1. Admission.....</b>	<b>17</b>
<b>8-2. Garantie des prestations.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....</b>	<b>18</b>
<b>9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....</b>	<b>18</b>
<b>9-2. Résiliation.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>18</b>
10-1. Données d'entrée.....	18
10-2. Réalisation d'un diagnostic de territoire.....	21
10-3. Axe vélo Agen Villeneuve-sur-Lot.....	22
10-4. Propositions d'aménagement des délaissés de la RN21, et compléments annexes.....	23
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>23</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

la réalisation d'une étude d'aménagement des délaissés de la RN21 entre Agen et Villeneuve-sur-Lot. Cette étude vise à proposer des aménagements à réaliser sur ces délaissés, en fonction d'un diagnostic de territoire à réaliser à partir des études existantes sur la zone.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

- La réalisation d'un diagnostic de territoire, sur l'utilisation actuelle de la RN21, et de ses délaissés, et l'utilisation potentielle en fonction des différentes études existantes.
- La proposition d'aménagement de l'axe vélo Agen Villeneuve-sur-Lot.
- La définition de propositions d'aménagement, issues du diagnostic de territoire et d'ateliers réalisés avec les acteurs du territoire.

Le diagnostic aura pour but de bien identifier les enjeux de mobilité le long de la RN21, et notamment via les délaissés de RN21, et permettre de justifier les propositions d'aménagement des délaissés pour répondre à ces enjeux.

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur ainsi que décrit ci-après :

Par les collectivités, pour mettre en place les aménagements proposés, ou s'en inspirer.

Le lieu d'exécution des prestations sont les suivants : Lot-et-Garonne (47), et couvre l'ensemble de la RN21 et de ses délaissés entre Agen et Villeneuve-sur-Lot, incluant les zones urbaines, périurbaines et rurales autour de la voie, avec une attention particulière portée aux pôles d'intérêt, aux axes structurants, ainsi qu'aux zones d'échanges avec les territoires environnants.

Il intègre les infrastructures et services multimodaux, notamment :

- Le réseau routier départemental, y compris les aires de covoiturage ;
- Le réseau routier communal ;
- Les infrastructures ferroviaires existantes et les projets en cours (gare LGV d'Agen) ;
- Les réseaux cyclables sécurisés existants ou en développement ;
- Les itinéraires de randonnées existants ou en développement ;
- Les installations liées à l'électromobilité (infrastructures de recharge des véhicules électriques) ;

Le périmètre pourra être ajusté en fonction des besoins d'analyse ou des enjeux du territoire, pour tester des aménagements en interaction avec les délaissés de RN21, et des pôles d'intérêt identifiés sur le territoire.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

## **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le chef de département ou son adjointe pour assumer les fonctions suivantes :
  - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
  - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
  - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).
2. Le responsable d'opérations pour assumer les fonctions suivantes :
  - a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
  - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
  - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
  - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
  - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

### **1-2.2. Formes des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première

consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Le délai d'exécution du marché, précisé à l'article 3 de l'acte d'engagement, part de la date de sa notification.

### **1-4. Passation des commandes**

Sans objet.

### **1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Le marché comporte 3 parties techniques désignées ci-après :

Désignation des parties techniques
Diagnostic du territoire
Aménagement vélo de l'axe Agen Villeneuve-sur-Lot
Propositions d'aménagements

Les délais et points de départ de ces deux parties techniques sont précisés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

### **1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

#### **1-6.1 Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCATP.

## **1-6.2 Sites sensibles**

Sans objet.

## **1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCATP.

## **1-7. Dispositions générales**

### **1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-7.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent §CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la

chaîne de sous-traitance,

- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

### **1-7.3. Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

### **1-7.5. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

### **1-7.6. Clauses sociales et environnementales**

#### **1-7.6.1. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **1-7.6.2. Clauses environnementales**

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-PI, les conditions d'exécution du marché intègrent des exigences environnementales visant à concilier développement économique, protection de l'environnement et progrès social. Ces conditions s'inscrivent dans une démarche de responsabilité sociétale et environnementale, et concernent notamment :

- *Mobilité et déplacements professionnels*
  - Les réunions de suivi et de concertation seront organisées en visioconférence ou par d'autres moyens numériques chaque fois que cela est possible, afin de

- réduire les déplacements et les émissions de gaz à effet de serre.
  - Lorsque des déplacements physiques sont nécessaires, le titulaire s'engage à privilégier les modes de transport à faible empreinte carbone, tels que :
    - Les transports en commun (train, tramway, bus),
    - Les véhicules électriques ou hybrides,
    - Le covoiturage lorsque plusieurs membres de l'équipe se rendent sur un même site.
    - Les missions de terrain devront être mutualisées et optimisées afin de limiter le nombre de trajets et d'en réduire l'impact environnemental.
- *Gestion des ressources et des supports de travail*
  - Dématérialisation des livrables : la majorité des documents et rapports seront transmis sous format numérique (.pdf, .docx, .shp, etc.) pour limiter l'usage du papier et réduire l'empreinte environnementale du marché.
  - Impression responsable : en cas de nécessité d'impressions papier (demandes spécifiques du MOA ou réunions nécessitant des supports physiques), celles-ci devront être réalisées sur :
    - Papier recyclé ou certifié FSC/PEFC,
    - Avec des encres écologiques,
    - En recto-verso et en format optimisé pour limiter la consommation de papier.
  - Gestion des déchets : tout matériel informatique ou électronique utilisé dans le cadre du marché devra être recyclé ou réemployé via des filières agréées en fin de vie.
- *Intégration des enjeux environnementaux dans l'étude et les recommandations*
  - Les travaux réalisés devront prendre en compte et valoriser les objectifs de transition énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en conformité avec :
    - Les Accords de Paris et les engagements de neutralité carbone à 2050,
    - Les politiques locales de mobilité durable (ex. : Plans Climat Air Énergie Territoriaux – PCAET, Zones à Faibles Émissions – ZFE, stratégies régionales de transport).
  - Le titulaire devra s'assurer que ses analyses, simulations et recommandations intègrent des critères environnementaux, notamment :
    - Les impacts des propositions sur la qualité de l'air et la réduction des émissions de GES,
    - La promotion des mobilités durables (transports en commun, modes actifs, électromobilité, covoiturage),
    - Les effets des infrastructures et aménagements proposés sur la biodiversité et l'artificialisation des sols.
- *Sensibilisation et engagement des parties prenantes*
  - Le titulaire devra intégrer une dimension pédagogique et de sensibilisation aux enjeux environnementaux dans ses présentations et restitutions, en mettant en avant les leviers d'action concrets pour la mobilité durable.
  - Les résultats de l'étude devront être présentés de manière à faciliter l'appropriation des enjeux environnementaux par les élus et les décideurs, notamment à travers une synthèse accessible et illustrée mettant en avant les bénéfices des actions proposées.

Ces conditions d'exécution seront suivies par le MOA tout au long du marché. Tout

manquement à ces engagements pourra faire l'objet de demandes correctives de la part du maître d'ouvrage.

### **1-8. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ( NOR : ECOM2106874A ) ;
- Le document financier ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.**

#### **3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :**

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La

périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-4.1** Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

#### **3-2-4.2** Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

**3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.**

**3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ) et est indiqué dans l'Acte d'Engagement.

**3-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE

**3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le Titulaire est tenu de faire parvenir au représentant de l'acheteur son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix/décomposition révisée dès la publication de la valeur de l'index permettant la révision. Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante: [dirnb.sdit.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dirnb.sdit.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr).

Sans retour du représentant de l'acheteur,, la liste/décomposition est acceptée, et applicable à la date prévue pour cette révision.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que la personne publique ne soit tenue de relancer le Titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante.

Cependant, si la révision est négative, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de l'appliquer d'office.

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

**3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Délai d'exécution**

Les stipulations concernant les délais d'exécution et leurs points de départ figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans procédure contradictoire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, la pénalité journalière est fixée à 250 €.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

#### **4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

Sans objet.

#### 4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

#### 4-3.3. Clauses sociales

Sans objet.

#### 4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 3 000 € .

#### 4-3.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 3 000 € .

#### 4-3.6. Autres pénalités diverses

Sans objet.

### 4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de

base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHE**

### **7-1. Conditions d'exécution**

#### **7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations**

Sans objet.

#### **7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

#### **7-1.3. Mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

### **7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Aucune stipulation particulière.

## **ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Admission**

Aucune stipulation particulière.

#### **8-1.1. Remise des documents**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt et données SIG, respectivement aux formats .dwg, .shp ou .tab.

En complément deux exemplaires sur support papier relié peuvent être demandés.

#### **8-1.2. Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

#### **8-1.3. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### **8-1.4. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

#### **8-1.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8-2. Garantie des prestations**

Sans objet.

## **ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION**

### **9-1. Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-5 du présent CCATP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

### **9-2. Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

Les prestations attendues du titulaire sont définies en éléments par la liste des prix du présent marché.

Les études objet du présent marché consistent à réaliser un diagnostic de territoire à partir des études existantes, et à proposer des solutions d'aménagements le long de l'axe RN21 entre Agen et Villeneuve-sur-Lot.

### **10-1. Données d'entrée**

#### **10-1-1. Études antérieures**

Le titulaire aura à disposition les études réalisées sur l'aire d'études, et notamment :

- L'étude prospective sur les mobilités bas carbone à l'échelle du grand territoire Albret Agenais Villeneuvois, Fumélois porté par les services de l'État (DDT 47) ;
- Le Plan Routes et Déplacements du Quotidien de Lot-et-Garonne de 2023 ;
- L'étude sur les mobilités solidaires en Lot et Garonne co portée par le Conseil Départemental et les services de l'État (DDT 47) ;
- Le Schéma directeur pour les infrastructures de recharge pour véhicules électriques (SDIRVE Territoire d'Énergie Lot et Garonne) ;
- Le Schéma directeur des installations publiques de recharge pour vélo à assistance électrique (SDIRVAE Territoire d'Énergie Lot et Garonne) ;
- le cahier des charges de l'étude du déploiement du covoiturage en Lot-et-Garonne, avec la note réalisée par les services techniques ;
- le schéma directeur vélo de la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois ;
- le schéma directeur vélo de l'Agglomération d'Agen ;
- la présentation du schéma vélo de l'Agglomération d'Agen ;
- la proposition d'aménagement cyclable le long de la RN21 réalisée par l'association Villeneuvois à vélo ;
- l'avis des Architectes Paysagistes Conseils de l'État sur l'étude de requalification des délaissés de la RN21 ;
- les fiches actions ART des EPCI : de la Commuauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois (avenant 2 et 3), de l'Agglomération d'Agen, extrait de l'ORT de la commune de La Croix-Blanche sur les mobilités, ainsi que pour information la carte de définition des ORT sur le Lot-et-Garonne ; Au besoin, le titulaire pourra demander l'obtention de fiches complémentaires.
- le tracé défini pour la section Agen Nord de la RN21 et l'itinéraire modes doux imaginé autour de ce tracé, projet porté par l'État actuellement au stade d'études préalables à la Déclaration d'Utilité Publique
- le compte-rendu de la réunion d'octobre 2024 sur l'étude en vue d'un schéma directeur des équipements pour la vallée du Lot
- le COTECH sur le comité d'axe n°2 (La Réole – Condom) pour le compte du département de Lot-et-Garonne, en tant qu'exemple de proposition d'aménagement d'itinéraire vélo ;
- le projet de pôle rural de mobilité de Lavardac (47), comme exemple de réalisation d'un pôle de mobilité en Lot-et-Garonne ;

Le titulaire devra étudier et se procurer les Plans Locaux d'Urbanisme de l'Agglomération d'Agen et de la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois, le SCOT du Pays de l'agenais, ainsi que le plan paysage de l'Agglomération d'Agen.

#### 10-1-2. Le contexte

Le territoire d'étude est composé de deux communautés d'agglomération : Agen et le Grand Villeneuvois,

L'agglomération de Villeneuve-sur-Lot (48 400 hab pour l'unité urbaine) et l'agglomération d'Agen (81 000 hab. pour l'unité urbaine) sont les deux pôles urbains principaux de Lot-et-Garonne. Ces deux pôles sont reliés par la RN21 (30 km) qui accueille sur cette section interurbaine un trafic soutenu (10 000 à 11 000 véhicules/jour) principalement lié aux flux domicile-travail entre les deux agglomérations (85 % des usagers empruntent l'itinéraire de bout en bout entre Agen et Villeneuve-sur-Lot).

L'axe reliant les pôles du territoire d'étude s'appuie quasi exclusivement sur le réseau routier, les autres infrastructures (voie ferrée, canal, véloroutes, fleuve) suivant les vallées de la Garonne et du Lot. Des pôles d'échanges multimodaux sont opérationnels au niveau des deux agglomérations : gare d'Agen et gare routière de Villeneuve-sur-Lot. Seule ligne ferroviaire secondaire offrant un service voyageur régulier, la liaison Agen-Périgueux dessert l'est de l'aire d'étude avec la gare de Penne d'Agenais. Cette ligne nécessite à moyen terme des travaux de réhabilitation pour en garantir la pérennité.

La RN21 entre Agen et Villeneuve-sur-Lot a été progressivement aménagée sous maîtrise d'ouvrage de l'État en liaison interurbaine à 2X2 ou 2+1 voies et déviations des bourgs traversés. Le programme d'aménagement de l'État, entre les deux agglomérations s'est décomposé à partir des années 2000 en quatre sections, réalisées successivement :

- Accès Sud Villeneuve-sur-Lot, mis en circulation en 2019. Portion passée à 2x2 voies, dont l'ancienne RN21 constitue une contre-allée en bidirectionnelle entre le giratoire de Lalande à Villeneuve-sur-Lot et le giratoire de Garrido de Pujols.
- la déviation de Saint-Antoine de Ficalba, mis en circulation en 2010. Portion passée en 2x2 voies, entre le giratoire de Garrido de Pujols et le giratoire de Saint-Antoine de Ficalba, qui a permis à la commune de requalifier l'ex RN21 de voie départementale en voie communale, et les virages de Pujols conservés en voie départementale.
- La Croix-Blanche / Monbalen, avec la réalisation d'un giratoire en lieu et place de l'intersection entre la RN21 et la RD212 à La Croix-Blanche, mis en circulation fin 2023, et la réalisation d'une portion à 2x2 voies entre un nouveau giratoire à l'intersection entre la RN21 et la RD212e, et le giratoire de Saint-Antoine de Ficalba ;
- Agen Nord, projet de route bidirectionnelle avec un crèneau de dépassement dans chaque sens entre le giratoire de La Croix-Blanche et le giratoire du rouge à Foulayronnes, permettant de dévier le bourg d'Artigues. Cette section est au stade des études préalables à la Déclaration d'Utilité Publique, suite au choix du tracé retenu par le ministre des transports en janvier 2023.

Le programme d'aménagement d'infrastructures en rive gauche de la Garonne par l'agglomération agenaise a permis de finaliser la connexion de cette liaison interurbaine de la RN21 avec l'autoroute A62 (échangeur en construction et pont de Camélat mis en circulation à l'été 2024) au niveau du principal pôle de développement économique de l'agglomération agenaise et au contact du territoire de l'Albret.

Lors de l'obtention de l'arrêté d'autorisation environnementale pour la section La Croix-Blanche / Monbalen, l'État s'est engagée à réaliser une étude pour la section de la RN21 déclassée, afin d'intégrer la préoccupation des déplacements des vélos. Les deux agglomérations sont traversées par des véloroutes (véloroute de la Vallée du Lot, et le canal des 2 mers à vélo), il a donc été envisagé l'élargissement de l'étude à l'axe Agen / Villeneuve-sur-Lot. La réalisation de cette étude par l'État a été l'occasion d'intégrer la réflexion sur la portion de l'axe vélo n°3 (Mézin / Castillonés) des axes de mobilité du quotidien du département. Le schéma régional vélo envisage sur l'axe n°2 entre Thiviers et Fumel, un tracé entre Penne d'Agenais et le nord est d'Agen, en passant par les communes de Bajamont et Pont-du-Casse.

## **10-2. Réalisation d'un diagnostic de territoire**

### **10-2-1. Le diagnostic de territoire**

La prestation consiste, à partir des données d'entrées et d'entretiens réalisés avec les acteurs du territoire (cf acteurs identifiés sur la page suivante), de réaliser un diagnostic précis du territoire présentant notamment ses points forts, et les dynamiques de mobilité entre les points d'intérêt.

L'objectif est d'identifier les principaux pôles d'intérêt (emploi, éducation, loisirs, services, etc.) dans le périmètre de la RN21, de ses délaissés, et des routes départementales et communales les reliant, entre Agen et Villeneuve-sur-Lot, afin d'alimenter la seconde phase de réflexion prospective en matière d'aménagements et de mobilité durable sur les délaissés de la RN21.

Le diagnostic devra comprendre un recensement cartographique :

- des pôles d'intérêt structurants du territoire :
  - lieux d'emploi et zones d'activité ;
  - établissements scolaires et universitaires ;
  - espaces de loisirs, de villégiature et services de proximité ;
  - zones de covoiturage et autres points de mobilité partagée ;
  - friches ou zones bâties qui ne sont plus utilisées (club 47, ancien bar restaurant le long de l'ex RN21 à Monbalen, etc.).
- et identifier des potentiels pôles à construire (zone de covoiturage, arrêt de bus, zone de stationnement vélo, etc.) ;

Le diagnostic devra présenter les principaux flux et itinéraires :

- déplacements domicile-travail, domicile-école, loisirs,
- modes de déplacement utilisés (voiture, vélo, transports collectifs, marche, covoiturage, etc.),
- identification des axes structurants et points de congestion.

Ce diagnostic devra permettre d'appréhender le fonctionnement du territoire, et alimenter une réflexion pour les politiques publiques locales de mobilité, d'aménagement et d'attractivité. Ce diagnostic permettra d'identifier les aménagements à réaliser sur les délaissés de la RN21, pour améliorer la mobilité entre Agen et Villeneuve-sur-Lot.

Afin de réaliser ce diagnostic, le titulaire interrogera les acteurs suivants du territoire, afin d'identifier les pôles importants, mais aussi prospecter sur les projets à venir sur le territoire :

- les chefs de projets des communes ORT,
- les élus locaux (maires des communes et représentants des agglomérations),
- des représentants du Syndicat Mixte du Bassin du Lot ;
- les associations du territoire, et notamment Villeneuvois à vélo, Fédération des cyclotouristes, et Vélocité en Agenais ;
- les gestionnaires régionaux de la ligne de Transport en Commun Agen / Villeneuve-sur-Lot, le délégataire de service public de l'Agglomération d'Agen, et un représentant du gestionnaire de transport urbain du grand villeneuvois ELIOS ;
- un représentant de Lot-et-Garonne Tourisme ADRT ;

Chaque entretien sera consigné dans un compte-rendu permettant d'en condenser les éléments saillants, à joindre en annexe du diagnostic.

Le diagnostic sera composé des éléments cartographiques pré-cités, ainsi que d'une synthèse opérationnelle du fonctionnement du territoire, avec les constats clés.

Le titulaire présentera ce diagnostic à trois reprises : auprès de l'équipe projet, puis auprès du comité technique avec les représentants des collectivités concernées (agglomérations et conseil départemental), et finalement en comité de pilotage avec les élus des collectivités concernées. Pour ces trois réunions, le titulaire réalisera un diaporama de présentation, animera la réunion, et réalisera un compte-rendu de réunion.

La première réunion de présentation à l'équipe projet pourra se dérouler en visioconférence, ou en présentiel à la cité administrative de Bordeaux.

Les réunions de comité technique et de comité de pilotage se tiendront dans le Lot-et-Garonne, à proximité d'Agen ou sur le tracé entre Agen et Villeneuve-sur-Lot.

Le compte rendu devra être remis dans un délai d'une semaine maximum après la tenue de la réunion.

La reprise du diagnostic en fonction des remarques issues des différentes réunions sont comprises dans la prestation suivante.

#### 10-2-2. Actualisation du diagnostic de territoire

À l'issue des deux réunions préalablement mentionnées, le titulaire actualisera le diagnostic en intégrant l'ensemble des observations formulées par la maîtrise d'ouvrage et les représentants du territoire.

L'objectif est de produire une version consolidée et partagée du diagnostic, qui servira de base commune pour la suite de la démarche.

Cette actualisation comprend la mise à jour du diaporama pour les réunions suivantes de comité technique, ou comité de pilotage.

#### 10-2-3. Réalisation de réunions complémentaires

Des réunions complémentaires pourraient se tenir à Agen, pour présenter les études du bureau d'études. Pour ces réunions, le titulaire réalisera un diaporama de présentation, animera la réunion, et réalisera un compte-rendu de réunion.

### **10-3. Axe vélo Agen Villeneuve-sur-Lot**

Le titulaire proposera un aménagement cyclable pour la portion Agen / Villeneuve-sur-Lot de l'axe département n°3 (Mézin / Castillonés) identifié dans les axes principaux de réalisation du département de Lot-et-Garonne.

#### 10-3-1. Mise en place du comité d'axe

Dans un premier temps, l'itinéraire de cet axe cyclable doit être défini, pour cela, le titulaire mettra en place un comité d'axe de l'itinéraire. Pour exemple, les éléments du comité d'axe n°2 seront fournis.

Pour cet itinéraire, le titulaire anime un travail partenarial avec le chargé de mission mobilités alternative du Département afin de mobiliser les EPCI concernés, pour définir les modalités de fonctionnement du comité et préciser le tracé préférentiel, tenant compte de ses spécificités, sections à enjeux et points durs à traiter en priorité.

La définition du tracé de l'itinéraire et le choix des aménagements sera réalisée en plusieurs étapes de validation du comité d'axe de l'itinéraire créé. Les acteurs seront représentés par les élus et techniciens du CD47, des EPCI, et des partenaires (DD47, ARDT, associations d'usagers, etc.), proposés par le titulaire en partenariat avec le chargé de mission mobilités alternative du Département.

Sur la base du tracé défini au sein du comité de l'axe, le titulaire identifie les maîtres d'ouvrage, affine et décrit par tronçons les solutions (typologies d'aménagements) adaptées et les variantes possibles, les contraintes de mise en œuvre, estime le coût des aménagements à réaliser et

propose un phasage cohérent. Il propose également des sources de financement pouvant être recherché par les maîtres d'ouvrage identifiés (fond vert, fond départemental, fond européen, etc.).

Pour la partie de Foulayronnes à La Croix-Blanche, le titulaire proposera une solution n'intégrant pas le projet de l'État de la section d'Agen Nord, mais identifiera une option d'aménagement permettant de raccorder le futur aménagement alternatif du giratoire du Caoulet au giratoire de La Croix-Blanche (intersection RN21 / RD212e).

Le titulaire proposera le déroulé des étapes, et le nombre et but des réunions de validation avec le comité d'axe.

Pour chaque réunion, le titulaire aura à sa charge :

- un document préparatoire qui sera diffusé en amont du comité d'axe (carte, explication de chaque tracé) ;
- le support, ainsi que l'animation de la réunion : sur carte physique et/ou avec projection par secteur (cartes et images) ;
- le compte rendu (carte, retour sur les débats et conclusions) ;

En complément de la proposition d'aménagement, le titulaire proposera un outil de suivi de la mise en œuvre de l'itinéraire (tableau de bord, cartographie) qui devra permettre de communiquer en toute transparence sur les actions mises en œuvre, leur coût et leur niveau d'avancement.

#### 10-3-2. Modification des propositions d'aménagement

Suite à un comité d'axe, le titulaire peut devoir modifier l'itinéraire proposé, reprendre ou compléter ses propositions d'aménagement / variantes, selon les demandes exprimées par les participants.

Le titulaire modifie alors son parti d'aménagement, ou le complète, identifie les contraintes de mise en œuvre, estime les coûts des aménagements et propose un phasage cohérent complet de la proposition d'aménagement.

### **10-4. Propositions d'aménagement des délaissés de la RN21, et compléments annexes**

#### 10-4-1. Réalisation d'ateliers avec les acteurs du territoire

Suite à la présentation du diagnostic, le titulaire mettra en place des ateliers participatifs réunissant les élus et acteurs du territoire.

Le titulaire proposera le déroulé de ces ateliers : le nombre, le lieu et les acteurs à inviter. Le nombre maximum d'ateliers sera de 5. Le déroulé proposé par le titulaire sera discuté et validé en comité technique en présence des services de l'État et des services techniques des collectivités.

Ces ateliers auront pour finalité de stimuler la réflexion collective autour des orientations d'aménagement à envisager, et de favoriser la construction d'une vision stratégique d'aménagement pour répondre aux enjeux du territoire. Ces aménagements pourront porter sur

une requalification des délaissés de RN21 (modification du profil de la voie, de la signalisation horizontale, création d'une voie vélo, d'un sens unique, etc.), mais aussi sur des compléments annexes à la modification de la voie (parking pour vélos, aires d'accueil, réutilisation d'une friche à proximité de la voie pour créer un lieu d'accueil, etc.).

Le titulaire pourra initier les ateliers avec des exemples d'aménagements réussis dans la zone, et notamment la redynamisation du centre bourg de Saint-Antoine de Ficalba, et de La Croix-Blanche, ou d'autres exemples locaux, métropolitains ou européens pertinents dont il aurait connaissance.

Le titulaire sera responsable de la préparation des supports et de la méthodologie d'animation, de la conduite et de la facilitation des échanges, de la rédaction de comptes rendus synthétiques, mettant en évidence les points saillants et les éléments de consensus ou de divergence des différents ateliers.

#### 10-4-2. Définition des propositions d'aménagement

À partir des enseignements issus des ateliers, le titulaire établira des propositions d'aménagement adaptées aux enjeux identifiés, et notamment les problématiques de mobilité du territoire.

Les propositions porteront à minima sur une proposition d'aménagement pour chacun des délaissés de la RN21 : contre-allée de l'ex RN21 au niveau du sud de Villeneuve-sur-Lot, ancienne RN21 constituant les virages de Pujols avec le bourg de Saint-Antoine de Ficalba, les deux anciennes portions de RN21 : des créneaux de Monbalen et en déviation du centre bourg de La Croix-Blanche, et le futur délaissé du projet Agen Nord.

Le titulaire pourra également étendre ses propositions sur d'autres voies, afin de permettre une continuité avec des aménagements existants ou futurs, ou pour intégrer des projets sur des abords de voirie (friches, aires d'accueil, parking, etc.).

Ces propositions devront :

- intégrer une estimation du coût, et les possibilités de phasage des aménagements (identification d'éléments complémentaires par rapport à l'aménagement principal) ;
- présenter les contraintes de réalisation des aménagements, mais aussi les attendus en termes d'aménagement du territoire et d'amélioration du cadre de vie ;
- être accompagnées d'une identification des sources potentielles de financement mobilisables par les collectivités,
- être présentées, le cas échéant, sous la forme de scénarios ou de phasages alternatifs pour une même zone,
- intégrer des critères permettant de hiérarchiser les différentes options proposées,
- définir des indicateurs de réussite mesurant l'efficacité des aménagements après leur mise en œuvre (suivi et évaluation).

Le titulaire présentera ces propositions en réunion, lors d'un comité technique, pour validation, puis lors d'un comité de pilotage.

Le titulaire sera responsable de la préparation des supports et l'animation de la réunion, ainsi que de la rédaction du compte-rendu.

#### 10-4-3. Actualisation des propositions d'aménagement

Suite aux réunions de présentation des propositions d'aménagement, le titulaire pourra reprendre certains partis d'aménagement ou les compléter suite à des demandes.

Les reprises devront intégrer les modifications techniques, la modification des contraintes de réalisation et des attendus, l'estimation financière avec les sources de financement potentielles, ainsi que les indicateurs de réussite.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

§CCAtP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
§CCATP 4.2	déroge à l'article	14.1.1 , 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG
§CCATP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
§CCATP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
§CCATP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG 3ème alinéa
§CCATP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG

### **b) CCTG et CPC travaux publics**

Sans objet

### **c) Normes françaises homologuées**

Sans objet

### **d) Autres normes**

Sans objet